



© PHILIPPE WUJASZER / POOL / AFP

SORTIR L'EUROPE DE LA CRISE

« La sortie de la Grèce de la zone euro provoquerait un véritable choc politique et géopolitique », a affirmé Manuel Valls lors du débat à l'assemblée nationale qui s'est tenu mercredi 8 juillet. Le Premier ministre a défendu la Grèce, en évoquant le risque de « dislocation » si triomphait « l'Europe du ressentiment, de la punition et de l'humiliation, d'où monteraient les sentiments anti-grecs, et là, les sentiments anti-allemands, où s'installeraient définitivement les égoïsmes et les populismes ».

De son côté, le président de la République a plaidé, encore une fois, pour un compromis lors du sommet de la zone euro et ce afin « que la Grèce reste dans la zone euro ». « Les trois mots d'ordre sont la responsabilité, la solidarité et la rapidité », a ajouté le Président. Depuis le début de la crise, François Hollande est un pont entre Alexis Tsipras et Angela Merkel pour éviter à tout prix d'en arriver au Grexit.

Les socialistes sont unanimes sur cette position. Le Premier secrétaire est allé à la rencontre de ses camarades européens pour discuter des solutions à mettre en oeuvre. La sortie de crise n'est pas dans la sortie de la Grèce. Le gouvernement grec a promis des réformes. Mais si la Grèce doit aider l'Europe à la sauver, l'Europe se perdra elle-même si elle croit ne perdre « que » la Grèce.

RENCONTRE D'AVIGNON POUR LA CULTURE 2015
LA CULTURE POUR LA RÉPUBLIQUE
EN PRÉSENCE DE FLEUR PELLERIN

JEUDI 16 JUILLET À 15H

LA LIVRÉE DE VIVIER, 5 RUE COLLÈGE DE LA CROIX, AVIGNON
ENTRÉE LIBRE SUR INSCRIPTION : CULTURE@PARTI-SOCIALISTE.FR

LA GRÈCE DOIT RESTER DANS LA ZONE EURO



© VINCENT JAROUSSEAU

Contraindre la Grèce à abandonner l'euro serait faire fausse route ». Alors que le peuple grec a voté non au référendum du 5 juillet, le Premier secrétaire a rappelé la position du PS dans une tribune publiée dans le Monde. Le peuple grec « aspire à l'Europe mais refuse la poursuite de l'austérité qui a réduit d'un quart le PIB du pays et aggravé la précarité – un Grec sur trois vit sous le seuil de pauvreté et sans couverture médicale. » Le vote grec est « d'abord un vote de souffrance sociale », qui doit être respecté.

Comprendre cette réalité « est indispensable alors que s'ouvre une phase d'incertitude pour la Grèce et pour l'Union européenne ». Le Président de la République a « inlassablement plaidé pour un accord » entre la Grèce, ses partenaires européens, la BCE, le FMI.

« Profondément attaché à la construction de l'Europe et, au nom de son idéal même, à la réorientation de ses politiques, le Parti socialiste entend éclairer le débat public et rappeler, face aux analyses court-termistes et alors que se réveillent des forces nationalistes, les enjeux qui doivent orienter les choix d'intérêt général européen. »

Pour Jean-Christophe Cambadélis, « la Grèce doit rester dans la zone euro : c'est notre conviction et c'est notre combat ». Une sortie aurait « des conséquences massives pour le peuple grec » : appauvrissement

des salariés et des retraités, renchérissement des produits importés et de la dette extérieure. L'Union européenne n'en sortirait pas indemne non plus. Certes « des protections ont été édifiées au cours des dernières années », mais il reste « une réalité politique » : « la sortie de la Grèce de l'euro signifierait que celui-ci pourrait être réversible, ce que, dans la mondialisation, ne manqueraient pas d'interpréter et d'utiliser les autres puissances continentales, et qu'au sein même de l'Union, les partis xénophobes et nationalistes exploiteraient à leurs fins ».

UNE VISION POUR L'EUROPE

Le Premier secrétaire plaide pour que « le moment que traverse la zone euro, loin d'être synonyme de recul » permette « une avancée pour tous les Européens : une coordination budgétaire, une

intégration économique, une convergence fiscale et sociale accrues avec un suivi démocratique affirmé. »

Il insiste pour qu'on prenne la situation dans sa globalité : « Veut-on une Grèce laissée à elle-même, une Grèce dans le chaos, quelque part entre les Balkans et le Levant, alors que chaque jour, les gouvernements et les peuples européens doivent faire face à de nouveaux enjeux migratoires, mais aussi à la menace du terrorisme fondamentaliste ? »

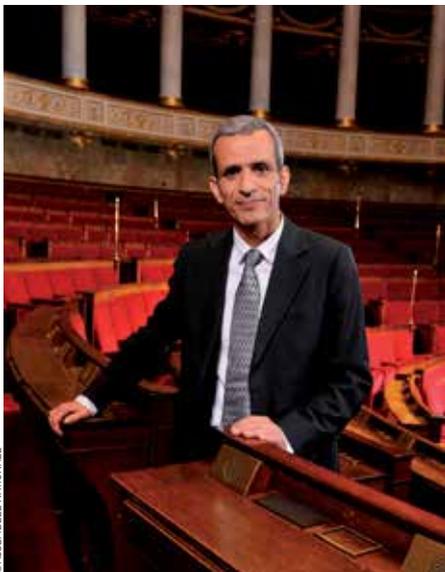
Pour le Premier secrétaire, « être Européen, c'est avoir une vision, et avoir une vision, c'est vouloir la négociation ». Cette négociation doit permettre de « trouver un accord durable, fiable et supportable ».

« Pour qu'il soit durable, ce compromis doit inclure le traitement de la dette grecque. Pour être fiable, il doit s'accompagner d'un plan de remise en route du pays par un soutien à l'économie grecque et à ses atouts – notamment maritimes – afin d'élever son potentiel de croissance. Pour être supportables, les réformes attendues de la part du pays doivent préserver les personnes les plus fragiles. Car il s'agit pour la Grèce, de son côté, de reconstituer un véritable État qui lève l'impôt, lutte effectivement et efficacement contre les rentes qui bloquent des secteurs d'activité entiers, réduise ses dépenses militaires plutôt que ses dépenses sociales et d'avenir. C'est cela, la solidarité affirmée et avisée sur laquelle le projet européen s'est fondé. »

UNE DROITE IRRESPONSABLE

La droite française semble prendre acte d'une sortie inévitable de la Grèce de la zone euro et fait preuve de surenchère dans l'irresponsabilité. Nicolas Sarkozy a estimé que le gouvernement grec avait « suspendu de fait, de lui-même, l'appartenance de la Grèce à la zone euro ». Pour lui, la reprise des négociations n'est pas une priorité. Il oppose le sauvetage de la Grèce à la protection des 18 pays de la zone euro. Quant à Xavier Bertrand et Eric Woerth, l'un traite Alexis Tsipras de « menteur », et l'autre ne « veut pas céder au chantage permanent », dénonçant le manque de réformes menées par le gouvernement grec. Il est étonnant venant d'un parti républicain de traiter un référendum de chantage. Et il convient de rappeler que, selon les chiffres même de la commission, la Grèce est, avec le Portugal, le pays qui a fait le plus gros effort budgétaire de 2010 à 2014 (8,3% du PIB).

COMMENT LUTTER CONTRE LA RADICALISATION



© ASSEMBLÉE NATIONALE

Comment lutter contre la radicalisation des jeunes? C'est la question à laquelle le député PS Malek Boutih tente de répondre dans son rapport « Génération radicale », remis au Premier ministre la semaine dernière. Ce rapport avait été commandé par le Premier ministre à la suite des attentats du mois de janvier.

Le député de l'Essonne a présenté son travail en bureau national lundi 6 juillet. Partant du constat que 65 % des individus impliqués dans les filières djihadistes ont moins de 25 ans, le rapport a été concentré sur la jeunesse. L'auteur a auditionné des organisations de jeunes, des acteurs publics, des associations, des professionnels qui accompagnent les familles... Leurs éclairages ont permis de formuler une hypothèse : « le

succès des recruteurs djihadistes auprès des jeunes repose sur l'adhésion à un projet politique entrant en résonance avec leurs préoccupations internationales et leur rejet de la société démocratique plus qu'à une doctrine religieuse fondamentaliste. » Tous les milieux sociaux sont touchés, « ce qui confirme la primauté de la dimension politique ». Il faut donc s'interroger « sur le fait qu'une grande partie de la jeunesse se détourne de notre modèle de société ».

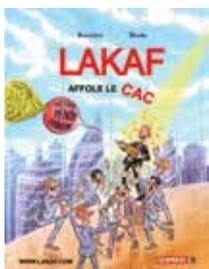
“
LE SUCCÈS DES RECRUTEURS DJIHADISTES AUPRÈS DES JEUNES REPOSE SUR L'ADHÉSION À UN PROJET POLITIQUE PLUS QU'À UNE DOCTRINE RELIGIEUSE FONDAMENTALISTE
 ”

Pour Malek Boutih, la jeunesse française est au bord de la rupture. les trois quarts des 18-25 ans considèrent que leur vie ne sera pas meilleure que celle de leurs parents. Se considérant « sacrifiée », cette génération se détourne de notre modèle de société ce qui construit un terrain propice à la radicalisation. Parallèlement, on assiste à une crise politique (institutions contestées, action publique bloquée...).

Deux forces radicales gagnent du terrain : l'extrême droite et l'islamisme. Cette radicalisation est donc plus politique que religieuse. La propagande islamiste s'appuie sur les techniques d'endoctrinement, propage la théorie du complot, répond aux interrogations des jeunes sur les crises internationales. En ce sens, elle est susceptible de toucher tous les milieux, et pas uniquement les jeunes défavorisés ou de culture musulmane. Ainsi parmi les signalements réalisés grâce au numéro vert mis en place en avril 2014, 40 % de ces nouveaux djihadistes sont des femmes, et 55 % sont des convertis. « L'ampleur du phénomène et sa pénétration dans tous les milieux indiquent qu'on pourrait basculer dans un phénomène de masse », avertit Malek Boutih.

Le député préconise donc de renforcer le numéro vert mais surtout de trouver des solutions pour éviter à ces jeunes de basculer. Pour cela, il faut « s'attaquer aux enjeux de la cohésion sociale ». Ce qui passe notamment par l'école -il propose des États généraux de l'école républicaine-, par la lutte contre les discriminations, par des actions des pouvoirs publics pour l'emploi des jeunes, (BPI jeunes, micro-crédits...). Il souhaite aussi miser sur les familles, avec la création d'assistants de vie de famille. En résumé, la France doit opposer aux djihadistes « un contre-projet fondé sur le progrès, l'autonomie, l'émancipation, qui redonne tout son sens à la citoyenneté républicaine ».

SUR MA PILE



Toute ressemblance avec une histoire réelle ne serait que pur hasard... La banque s'appelle Clearfrim. Pour cacher des pertes colossales, elle mise sur Mickaël Lakaf, un assistant-trader qui va spéculer sur le radis. Une satire ubuesque du monde de la finance, en BD, préfacé par Benoît Hamon. *Lakaf affole le Cac*, de Filip Skoda et Nicolas Rouvière, 56 pages, 12,40 euros.

Dix-neuf ans de militantisme. Jean Laurent a fait un livre de son expérience de conseiller municipal d'opposition à Saint-Germain-en-Laye. *Un socialiste en Péricardie*, néologisme tiré du nom de Michel Péricard, maire de la ville pendant 22 ans, est une tranche d'histoire locale et de vécu d'élus municipal. 12 euros, à l'Univers du Livre, à Saint-Germain.

BULLETIN D'INSCRIPTION UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE 28 | 29 | 30 AOÛT 2015



Tarifs pré-inscription

- Tarif participant : 50€ (hors repas, transport et hébergement)
- Deux repas sont proposés (sous réserve de disponibilité) :
- Samedi midi - buffet : 8€
- Samedi soir (dîner assis et soirée festive) : 18€
- Samedi midi et samedi soir : 25€

Total : €

Tarifs sur place

- Entrée vendredi après-midi : 65 €
- Entrée samedi matin : 55 €
- Entrée samedi après 11h15 : 45 €
- Entrée samedi après 14h30 : 30 €
- Entrée samedi après 16h : 20 €
- Repas samedi midi : 10 €
- Repas samedi soir : 20 €

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse mail

Tél./Portable

Fédération

Vous êtes Sympathisant-e Adhérent-e Secrétaire de section
 Premier-e secrétaire fédéral-e Secrétaire national-e

J'accepte les conditions générales de vente (disponibles sur le site internet www.parti-socialiste.fr)

Bulletin d'inscription à retourner avant le 15 août 2015 accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2015 » 10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07

Pour tout renseignement, contactez le secteur Fédérations au 01 45 56 77 00

L'inscription est aussi possible en ligne : parti-socialiste.fr